Regards

Ralentir, est-ce un peu mourir?

CHRONIQUE
FABIENNE BISTER
ex-CEO Moutarderie Bister L'Impériale

Mais qu'est-ce qui nous fait tant courir? D'où nous vient cette idée que nous devons toujours aller plus vite, plus haut, à flux tendu, en subissant l'urgence jusqu'à l'obsession? Depuis la fin du confinement, qui avait mis une partie du monde en mode «pause», nous sommes nombreux à avoir mal vécu le retour à la vitesse, à la pollution, au bruit, à la concurrence hargneuse et à la course effrénée. Une course? Après quoi?

Qu'est-ce qui nous fait peur dans la lenteur? Pourrait-elle s'avérer une voie meilleure que la vitesse, y compris dans la gestion? Examinons cela sans précipitation!

Au lieu de travailler vite et de courir en tous sens, tentons de faire mieux et nous verrons que lenteur rime souvent avec performance. Le télétravail a permis, dans certaines conditions, de fournir d'incroyables prestations. Les visioconférences, en nous épargnant les kilomètres de transport, voire d'embouteillages, ont préservé notre énergie inutilement gaspillée dans les déplacements. Quelle ponctualité lors de ces réunions, où chacun devait attendre son tour pour parler, ce qui rendait la formule aussi agréable qu'efficace.

Le confinement nous a mis face à nous-mêmes à certains moments, au ralenti, à la recherche de sens à donner à notre vie professionnelle ou personnelle. Cette déconnexion, tout comme celle qui consiste à couper les portables et les mails à 18h (si, si, c'est possible!), a libéré notre créativité. Dans l'entreprise aussi, les coupures, ces fameuses mises au vert, sont synonymes de récupération des forces, de libération du cerveau droit plus créatif et intuitif. Un beau moment lent de réflexion pour une meilleure progression du business.

Ralentir, c'est renforcer son immunité, son bien-être, sa résistance au stress. Il en va de même pour l'entreprise: un développement raisonnable peut être plus amplement autofinancé, réduisant la dépendance vis-à-vis du monde bancaire. Une douce croissance renforce souvent la résistance, bien plus sûrement qu'une succession de gros investissements risqués.

Et si on cessait de perdre notre vie à la gagner?

Dans cette crise, la bonne gestion a été récompensée: les sociétés au bilan équilibré, dotées de fonds propres solides, ont été bien aidées par leurs banquiers. Celles qui étaient lancées dans une folle fuite en avant ont montré plus de fragilités face à ce choc inattendu, ce cygne noir qui frappe à l'improviste. Sur le plan privé, un bas de laine, même modeste (certains recommandent 3 mois de salaire net), a permis de traverser ces moments d'incertitudes plus paisiblement qu'un train de vie où les dépenses sont régulièrement incontrôlées.

Les médias nous pressent de «relancer» l'économie, de consommer à fond pour sauver des emplois? Et si on cessait de perdre notre vie à la gagner, juste pour acheter des biens de consommation inutiles, à bas prix, venant de loin? En échange, on pourrait payer le juste prix pour ce qui nous convient vraiment, permettant à des circuits plus proches de produire à des coûts raisonnables, sans détruire trop vite les ressources renouvelables de la planète. Payer un peu plus cher pour permettre un juste salaire, c'est amplement justifié et peut-être suffisant pour relancer l'économie.

Ralentir permet de réfléchir, de freiner notre pédalage éperdu du hamster dans sa roue, sans pour autant en tomber. Ralentir, c'est chercher le sens de la vie, c'est lutter contre la boulimie de travail, guérir de ses peurs cachées, accepter de ne pas tout maîtriser ou de ne pas être en tête de la course. Ralentir, ce n'est pas mourir, même un peu. C'est au contraire vivre pleinement chaque moment. Et si nous prenions le temps de ralentir, de savourer la vie, y compris au travail?

Une douce croissance renforce souvent la résistance, bien plus sûrement qu'une succession de gros investissements risqués.

La balkanisation du débat politique francophone

VINCENT LABORDERIE
Politologue UCL

La présidence de Robert Vertenueil n'aura donc pas résisté à sa rencontre avec George-Louis Bouchez. Bien sûr, cette mise à l'écart n'est pas uniquement due à la médiatisation de ce dialogue. Mais il est suffisamment révélateur de voir qu'une telle démarche peut aujourd'hui servir d'explication officielle.

Cela fait plusieurs années que l'on observe en Belgique francophone une polarisation du débat politique, jusqu'à ce qui apparaît aujourd'hui comme une balkanisation. Cette tendance est à l'œuvre depuis 2014 et la mise en place du gouvernement Michel. Celui-ci innovait sur deux points: l'arrivée des nationalistes flamands au pouvoir fédéral (une première depuis la Volksunie en 1991), et la mise à l'écart du Parti socialiste, aux affaires depuis 26 ans.

Il brisait aussi un tabou: le soutien minoritaire côté francophone était désormais assumé. Fait sans précédent, le MR était le seul parti francophone représenté au gouvernement, alors qu'il rassemblait moins d'un tiers des députés de son groupe linguistique.

Il n'en fallut pas plus pour assister à une législature d'opposition frontale entre la gauche francophone (rejointe ici par le cdH et DéFI) d'une part, et le MR d'autre part. La polarisation et l'hystérisation du débat étaient inaugurées par les cris de Laurette Onkelinx lors de la séance d'investiture du gouvernement Michel, et poursuivies par le qualificatif de «collabo» venant des bancs du cdH quelques jours plus tard. Il culmina probablement avec le photomontage des jeunes Ecolo francophones représentant Théo Francken en uniforme nazi.

On aurait pu penser que la défaite électorale des partis de la «suédoise» et le départ de Charles Michel à l'Europe auraient aplani les choses. Mais la polarisation du débat politique francophone s'est enracinée et perdure, malgré la remise en cause des conditions qui ont présidé à son instauration.

Il est certain que l'arrivée de George-Louis Bouchez à la tête du Mouvement réformateur n'est pas de nature à la remettre en cause. Il a parfaitement repris la place de Charles Michel comme repoussoir de la gauche francophone. À tel point que son cas fut débattu en bureau politique du PS, avec à la clé une menace – opportunément médiatisée – de changement de majorité en Wallonie.

Gauche vs Bouchez

On est donc aujourd'hui dans un schéma du (non-)débat politique francophone assez clair: la gauche versus le MR de Georges-Louis Bouchez. Un schéma dans lequel DéFI et le cdH ont toutes les peines à exister. De son côté, le président du MR a certainement compris qu'avec un parti pointant à 21% aux dernières élections, il avait tout à gagner à une telle polarisation.

Son débat sur LN24 face à Raoul Hedebouw est révélateur de sa volonté de s'ériger en adversaire unique de la gauche, en choisissant comme contradicteur la version la plus radicale de celle-ci. La gauche de gouvernement (Ecolo et PS) devrait peut-être s'interroger sur l'opportunité de poursuivre cette opposition frontale qui fait en réalité la part belle à leur adversaire.

Au vu des dernières déclarations du bourgmestre de Bruxelles, Philippe Close, elle n'en prend pas le chemin. Dans une réponse aux critiques concernant l'autorisation de la manifestation du 7 juin, celui-ci a même mis en cause la volonté du MR de lutter contre le racisme, insinuant que c'était peut-être le thème de la manifestation qui posait problème au parti libéral. C'est ici que l'on touche à un autre versant du problème, qui transforme la polarisation en balkanisation politique: la quasi-absence de réels lieux de débat médiatiques. En effet, Philippe Close a fait ses déclarations dans son interview sur Matin Première, sans aucun contradicteur. S'il y avait eu un membre du MR face à lui, aurait-il osé cette insinuation? Dans ce cas, le libéral en question lui aurait facilement répondu que son parti n'a jamais transigé sur cette question. C'est bien sûr ce qu'a fait George Louis Bouchez, le jour même sur le plateau de RTL, sans davantage de contradicteurs.

Non-débat politique

On pourrait aussi évoquer Zakia Khattabi, qui put, au cours d'une émission où elle était la seule invitée, accuser le MR d'avoir voulu monnayer son poste au Conseil constitutionnel. Il faut souligner que c'est une particularité du paysage politico-médiatique belge francophone que de ne pas avoir de véritable espace pour un débat politique approfondi.

La plupart des émissions suivent le schéma des interviews matinales, avec une personnalité politique seule qui, face à un ou plusieurs journalistes, peut dire à peu près tout ce qu'il veut. Et lorsqu'il y a plusieurs politiques en présence, on verse le plus souvent dans l'excès inverse: le plateau est tellement fourni que chacun a juste le temps d'avancer ses slogans, sans qu'un véritable débat puisse s'installer.

Cette situation contraste avec ce que l'on peut observer chez nos voisins. La France est bien connue pour ses multiples espaces de débats, parfois approfondis, parfois superficiels et virulents. Mais il n'est pas nécessaire d'aller chercher des exemples à l'étranger. La Flandre connaît la même diversité de lieux de débats médiatiques, allant de la confrontation d'opinions à une discussion approfondie (ex.: Terzake, Villa Politica).

Cette balkanisation typique à la Belgique francophone est une cause de dysfonctionnement à plusieurs niveaux.

Démocratique d'abord, car elle participe au désintérêt des citoyens pour la politique. Politique ensuite, car une telle polarisation est totalement inadaptée au mode de scrutin proportionnel. Celui-ci suppose en effet de former, après les élections, des coalitions avec les adversaires d'hier. Comment y parvenir si l'on a diabolisé ce dernier? On en a bien vu les effets l'été dernier lors de la pénible formation du gouvernement wallon.

On le voit encore aujourd'hui avec la difficulté du PS à accepter un gouvernement avec la N-VA, plus d'un an après les élections. Enfin, la faiblesse du débat public est aussi dommageable en termes de qualité des décisions prises. Celles-ci sont toujours meilleures lorsqu'elles sont d'abord exposées et débattues publiquement, au-delà des assemblées parlementaires où le jeu majorité-opposition reprend à merveille la logique de polarisation.

On est dans un schéma du (non-) débat politique francophone assez clair: la gauche versus le MR de Georges-Louis Bouchez.

George-Louis Bouchez, à la tête du Mouvement réformateur, a parfaitement repris la place de Charles Michel comme repoussoir de la gauche francophone. © BELGA